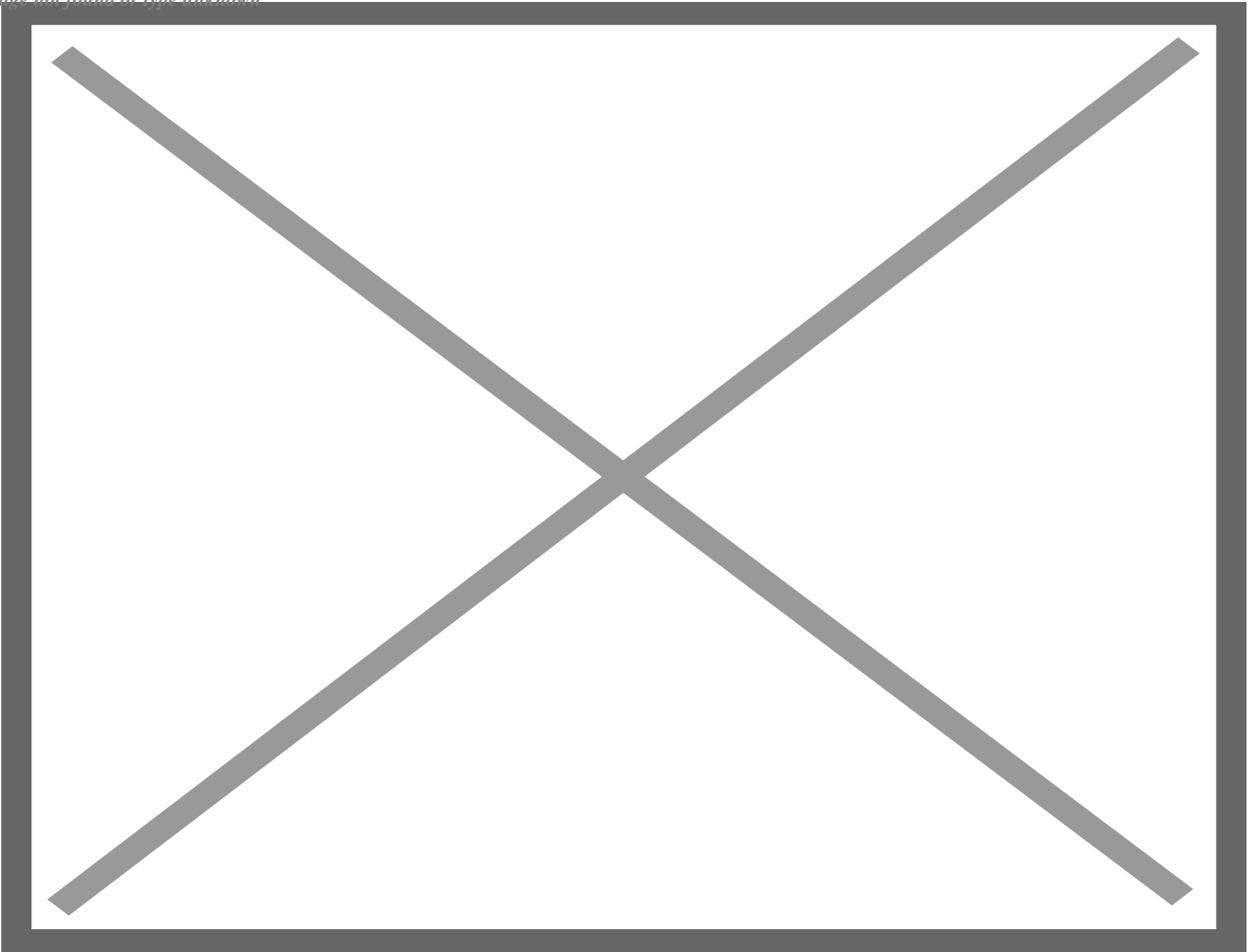


La réforme juridique renforce le cadre des droits de l'homme à Cuba, selon des experts basés à Genève

Image not found or type unknown



Genève, 15 nov (RHC) Le président de la Société cubaine de droit constitutionnel et administratif de l'Union nationale des juristes, Yuri Pérez, a déclaré ici aujourd'hui que la réforme juridique profonde et complète qui a eu lieu à Cuba depuis 2018 renforce le cadre institutionnel pour la reconnaissance, la promotion et la protection des droits de l'homme.

S'exprimant lors de la présentation du rapport de la nation antillaise au quatrième cycle de l'Examen périodique universel (EPU) du Conseil des droits de l'homme de l'ONU, le représentant de la société civile de l'île a déclaré qu'une étape essentielle de ce processus a été la promulgation de la nouvelle Constitution de 2019, qui réglemente un large catalogue de droits et de libertés.

Pérez a ajouté que cette magna carta établit également un système de garanties qui permet la protection et la défense des droits de l'homme inscrits dans le système juridique.

Il a indiqué que le système politique cubain est véritablement populaire et a cité comme exemple les différents mécanismes de démocratie directe, représentative et délibérative, à travers lesquels la société civile participe activement à la prise de décision politique.

Le juriste a souligné que depuis le précédent EPU réalisé par le pays caribéen en 2018, deux consultations populaires, deux référendums nationaux et plusieurs consultations spécialisées ont été organisés sur l'île.

Répondant aux interventions de certains pays sur le rapport cubain, Pérez a réitéré que les élections dans la nation antillaise sont libres, démocratiques et transparentes, avec un système sans barrières, un vote volontaire et des citoyens ayant le droit d'élire et d'être élus à partir de l'âge de 16 et 18 ans, respectivement.

Il a également fait remarquer que Cuba est un État socialiste de droit et de justice sociale, où les principes de suprématie constitutionnelle et de légalité sont reconnus et respectés, et a rappelé que la Constitution consacre la laïcité et interdit la discrimination fondée sur les croyances religieuses, sur un territoire où il existe environ 1 850 institutions religieuses et fraternelles, avec un nombre approximatif de membres de 1 500 000 personnes.

Pour sa part, Kenia Vasallo, conseillère au ministère de la Justice, a souligné l'efficacité et l'utilisation du code de la famille approuvé l'année dernière, en vertu duquel 1 312 mariages entre personnes du même sexe et 84 unions affectives ont déjà été officialisés, tandis que 282 pactes patrimoniaux et 39 délégations de responsabilité parentale ont été réalisés, entre autres données.

Il a également mentionné la participation des organisations de la société civile et des défenseurs des droits de l'homme à la conception et à la mise en œuvre des politiques publiques, et a souligné qu'il existe 2 251 associations enregistrées dans le pays ainsi qu'un large éventail de mouvements sociaux, de réseaux communautaires et de projets de différentes natures.

Il a également affirmé que Cuba maintient une politique de tolérance zéro à l'égard de la traite des êtres humains sous toutes ses formes et renforce la lutte et la prévention de ces fléaux et des crimes qui y sont liés (Source:PL).



Radio Habana Cuba